DIAL 3442 - Dossier « Luttes autour du *fracking* »

ARGENTINE - Campo Maripe : la renaissance mapuche

Felipe Gutiérrez et Sergio Millaman

lundi 26 février 2018, mis en ligne par Dial

En 2016, le CETIM (Genève) publiait un ouvrage collectif sur un thème que DIAL a beaucoup exploré, l'extractivisme [1]. Sa spécificité est qu'il est centré sur un pays, l'Argentine, et sur l'extraction des hydrocarbures non conventionnels par l'utilisation de la technique du fracking, *que DIAL a encore assez peu évoquée. Nous publions donc ici, avec l'aimable autorisation des co-auteurs, deux extraits de l'ouvrage et renvoyons les lecteurs et lectrices à l'ouvrage lui-même s'ils souhaitent en savoir plus. Felipe Gutiérrez est chercheur à l'Observatoire pétrolier Sud (OpSur) et Sergio Millaman est membre du collectif éditorial Mapuexpress.*

La géographie de Neuquén peut surprendre les yeux du visiteur [2]. Les petits arbustes ne parviennent pas à ombrager le sol, de couleur café-rougeâtre, alors que les collines sculptées par l'incessant *kuruf* – le vent de Patagonie – se dressent, massives. Les fleuves Neuquén et Limay, qui descendent de la Cordillère des Andes transforment la terre en une vallée fertile, rompant la monotonie imposée par la poussière. Añelo, épicentre du développement de Vaca Muerta, incarne une synthèse de cette géographie. Une dizaine de communautés organisées au sein de la Confédération mapuche de Neuquén, vivent dans cette région.

Selon la communauté Campo Maripe, son territoire s'étend de chaque côté de la route 7, au nord-est du village pétrolier. Elle vit et cultive dans la vallée et fait paître des animaux, sa principale activité productive sur le plateau. Composée de 35 familles, la communauté (*lof* en mapuche) compte sept frères, fils de don Belisario Campo. Présente depuis que la zone a commencé à se peupler durant la décennie 1920, la famille mapuche décide de se faire reconnaître en tant que communauté et de revendiquer son territoire ancestral. Accompagnée par d'autres communautés et organisations, Campo Maripe a commencé un véritable bras de fer avec le gouvernement provincial et les entreprises installées sur son territoire.

Le motif du différend : la communauté est établie dans l'une des principales zones de majeur potentiel d'exploitation d'hydrocarbures, le gisement de Vaca Muerta. Les plus importantes entreprises pétrolières mondiales ont développé un fort intérêt pour ce territoire, poussant les Mapuche à le défendre. Avec le développement de l'activité extractive depuis les années 1990, c'est le sort commun des communautés autochtones. Mais sur le territoire de Campo Maripe, la situation est aggravée par les risques du *fracking* et l'importante densité des forages qui, début 2016, approchaient les 500 installations. Aussi, en un peu plus de deux ans, la zone sur laquelle réside Campo Maripe est devenue la région du monde la plus touchée par le *fracking*, en dehors des États-Unis.

Un précédent : le conflit avec les communautés Kaxipayiñ et

Paynemil

Les Mapuche sont un des peuples autochtones les plus nombreux du continent. D'après les chiffres officiels, plus d'un million et demi de personnes se revendiquent comme appartenant à ce peuple. Son territoire historique, du nom de Wallmapu, recouvre une bonne partie du centre et du sud de l'Argentine et du Chili d'aujourd'hui [3]. Une de ses particularités est qu'il ne fut jamais conquis par les Espagnols grâce à une résistance de plus de trois siècles. À la fin du 19e siècle, son territoire fait l'objet d'une violente dépossession par le biais d'un génocide de ses habitants et du déplacement des survivants. Ces violentes campagnes militaires sont appelées « Conquête du désert » en Argentine (1879-1881) et « Pacification de l'Araucanía » au Chili (1861-1883). Le territoire mapuche s'en trouve divisé en deux parties, le Gulumapu (terre de l'Ouest) du côté Pacifique de la cordillère des Andes et le Puelmapu (terre de l'Est) sur les terres où se situe aujourd'hui la nation argentine [4].

La situation actuelle dans le Puelmapu illustre bien l'ironie de l'histoire. Les membres des communautés déplacées pendant la Conquête du désert se sont installés sur des territoires oubliés de la steppe patagonique. Un siècle après leur déplacement, l'avancée imparable de l'industrie du pétrole a mis en valeur ces terres, surtout à partir de la libéralisation du secteur énergétique dans les années 1990 et le développement des HNC. C´est dans ce contexte de conflit avec les entreprises pétrolières que plus de vingt communautés mapuche ont initié des processus de résistance et de reconnaissance politique [5].

Le foyer de conflit principal se trouve sur le site du gisement de Loma La Lata. Découvert en 1977, il est en passe de devenir le plus important du pays, concentrant la moitié des réserves gazières. Loma La Lata est exploité par YPF et se situe sous le territoire des communautés mapuche Kaxipayiñ et Paynemil. Ici, l'avancée de l'industrie pétrolière se fait selon le principe de « terres sans propriétaires », comme ce fut le cas un siècle auparavant, lors de la Conquête du désert, faisant fi des personnes qui vivent sur ces terres et de leurs traditions [6].

À la fin des années 1990, après un long processus de mobilisation, chaque communauté parvient à réaffirmer une série de droits, comme la reconnaissance par l'autorité provinciale et la rémunération par l'entreprise pétrolière pour l'utilisation de son territoire. Ce qui n'annihile pas pour autant les impacts sur la santé et sur l'environnement. En 2001, le laboratoire allemand Umweltschutz Nord a publié une étude demandée par la Confédération mapuche de Neuquén. Pour chaque communauté, elle a quantifié les dommages produits par les opérations d'extraction. L'étude révèle qu'à Loma La Lata, 630 000 m^3 de sol sont pollués par d'importantes concentrations de chrome, de plomb, d'arsenic, de naphtalène, de pyrène et de composés aromatiques ; et cela dans des couches qui se trouvent jusqu'à six mètres de profondeur. La recherche a pu également détecter dans les eaux des concentrations de métaux lourds, d'hydrocarbures et de phénol dépassant les normes légales. Les résultats des études cliniques réalisées sur 42 personnes, sur une population totale de 98, mettent en évidence des symptômes d'intoxication chronique par hydrocarbures : vertige, faiblesse, nervosité, douleur aux extrémités et dermatites. Ces individus présentent également des manifestations d'intoxication aux métaux lourds : irritabilité, céphalée, insomnie, perturbation du sommeil, fatigue, interruptions de grossesse… L'année suivante, un cas d'anencéphalie dans la communauté Kayipayiñ est détecté [7].

« Là où il y a un puits, il y a une fuite d'hydrocarbure »

Les membres de la communauté Campo Maripe nous font visiter leur territoire. Les maisons se situent d'un côté de la route, dans la vallée ; de l'autre côté, le plateau, l'industrie pétrolière et les parcelles où les Mapuche pratiquent l'élevage traditionnel de bétail. « Moi, j'ai quelques brebis, des poules, des vaches et des chèvres. Et quelques chevaux aussi. Avant, nous étions libres ici, avec les animaux qui pouvaient aller n'importe où. Le soir je leur faisais faire un tour et voilà ! Et maintenant, je n'ai plus d'espace pour eux. Je suis coincée entre les sociétés pétrolières et les tours de forage » raconte Susana Campo.

En plus de l'élevage de bétail, de nombreux membres de la communauté – tout comme les autres habitants de la zone non mapuche – travaillent pour les entreprises de service, prestataires des sociétés

pétrolières. Durant quelques années, le leader de la communauté, Albino Campo, a été employé par une entreprise de dépollution. « [Travailler dans des entreprises pétrolières], c'est ce que les gens font ici pour pouvoir vivre » explique-t-il. Alors que nous parcourons les zones où se dressent les puits, entre les dizaines de tours et les centaines de containers d'eau et de produits chimiques, deux des sœurs de la communauté Campo nous racontent leur histoire : « Beaucoup de gens disent "les Indiens n'ont jamais rien revendiqué. Ils font ça pour l'argent…" Mais bien entendu, pourquoi allions-nous réclamer quoi que ce soit ? Nous avions des animaux libres ici, on n'avait aucun problème. » Puis ils nous invitent à boire un maté dans l'une de leurs maisons. Nous sommes dix personnes autour de la table. « Ils ont commencé à travailler du soir au matin, raconte la porte-parole de la communauté, Natalia Izaza, avant même que l'accord [entre YPF et Chevron] soit signé. Notre lutte a commencé quand ils ont installé deux tours de forage dans la zone du plateau. Maintenant YPF veut s'asseoir pour dialoguer, mais il n'y a pas eu, à l'époque, de consultation préalable pour installer ces tours. Ils les ont installées comme si la terre n'appartenait à personne. » Le 16 juillet 2013, ces deux tours sont occupées par la communauté avec le soutien de la Confédération mapuche et d'autres organisations alliées. « Nous revendiquons 12 000 hectares, précise A. Campo. Le gouvernement a voulu faire croire que dans la zone concernée par l'accord, il n'y avait pas de fermes or nous y avons nos maisons et nos animaux. Nous avons des preuves, des photos de tout ça. Mais ils continuent de dire que la région appartenait seulement à la Province et qu'il n'y avait rien et qu'il n'y a jamais rien eu. » Un rapport d'historiens et d'anthropologues [8] mentionne ce fait. Rédigé dans le cadre du dialogue avec YPF et le gouvernement provincial, il confirme l'occupation « traditionnelle et publique » de la communauté depuis ses origines dans les années 1920. Dès lors, « la présence permanente est démontrée pour chaque décennie à travers des documents écrits, des marques sur le territoire ainsi que les récits et la mémoire des habitants. » Le rapport ajoute qu'il est possible de définir exactement les limites de l'occupation actuelle de la communauté et que la reconnaissance de son existence revêt un « caractère clair de réparation historique [9] ». Fin 2013, le manque de dialogue et l'absence de processus de consultation incite la communauté à mettre en œuvre des actions directes. Après l'occupation des premières tours, elle initie une stratégie de lutte avec d'autres communautés : blocages de routes, manifestations et blocage de l'entrée des zones d'exploitation. Malgré tout, mois après mois, l'occupation territoriale de l'industrie progresse avec la construction de nouveaux puits. Le conflit s'intensifie.

L'urgence d'accroître les niveaux d'extraction des hydrocarbures contribue à l'augmentation des accidents qui remplissent les pages des journaux et font entrer les risques liés à l'extraction des HNC dans le débat public.

A. Campo synthétise tout cela en une phrase : « Là où il y a un puits, il y a une fuite de pétrole. Il se passe la même chose que ce qui s'est passé à Lomo La Lata, dans la communauté Kaxipayiñ. On creuse la terre sur 80 cm et ce n'est pas de l'eau qui en sort mais du pétrole. Ici, il se passe la même chose. Des hydrocarbures [et les fluides de fracturation] s'infiltrent dans la terre et finissent dans le fleuve… Ce n'est dorénavant plus une terre cultivable. »

Chercher une alternative au pétrole

« Ce que nous avons vécu ces vingt dernières années face à l'industrie pétrolière nous donne une légitimité pour expliquer ce qui nous arrive et exiger des informations sur la planification de l'industrie pétrolière dans la région » ajoute Jorge Nahuel de la Confédération mapuche. « Les HNC sont présentés comme la nouveauté, mais les effets qu'ils vont générer pour nous, nous les endurons déjà. Il est ainsi très important que les communautés vivant sur les territoires qui intéressent l'industrie pétrolière sachent qu'il faut s'organiser et se préparer. La lutte conduite aujourd'hui par la communauté Campo Maripe est l'un des centres du conflit. Elle revendique à tout prix une portion de son territoire qui constitue l'unique alternative économique viable pour la communauté. Et, en plus, cette lutte permet de s'éloigner de la tentation de l'industrie pétrolière qui veut que tu sois à ses ordres car elle te donne un salaire et garantit ton niveau de vie et celui de tes enfants. » Des promesses de progrès sont faites mais les droits des communautés continuent d'être piétinés et leurs membres réprimés. « Jamais on ne nous a demandé la chose suivante : "Qu'est-ce qui se passerait si le gouvernement s'asseyait avec vous et vous disait : bon, que voulez-vous : de l'argent ?" Nous répondrions que nous voulons qu'ils partent avec leurs tours. De

l'argent, nous n'en voulons pas, nous voulons qu'ils partent » dit A. Campo. « Notre décision, c'est qu'ils ne laissent plus aucune tour ici et qu'ils arrêtent de creuser la terre. S'ils veulent piller des ressources, qu'ils aillent ailleurs. »

Le « non au *fracking* » mapuche ne va pas sans la recherche d'une alternative économique pour les communautés. Avec les conflits qui perdurent dans ces territoires, l'idée dominante est qu'il n'y a pas le choix et que tout dépend des compagnies pétrolières. « Contre cette logique, nous disons stop ! Nous défendons notre territoire pour pouvoir produire, vivre dessus et échanger avec d'autres systèmes économiques, fidèles à l'identité mapuche qui nous attache à cette terre. Je crois que la lutte que nous menons, nous permet de nous sauver de l'industrie extractive, mais c'est aussi pour nous une occasion de réclamer et préserver notre identité, qui n'existe que si elle est en relation avec le territoire » souligne J. Nahuel.

Sources

Alejandro Balazote et Juan Carlos Radovich, « Proyecto Mega : disputa territorial y reconocimiento étnico de los mapuche de Kaxipayiñ », 2001. http://sedici.unlp.edu.ar/handle/10915/20410.
Felipe Gutiérrez et Sergio Millaman, « El conflicto petrolero no se resuelve hasta que no haya una restitución territorial y política », Mapuexpress, 1er septembre 2015.
http://www.mapuexpress.org/ ?p=3904.
Jorge Hechem, « Breve historia sobre el descubrimiento de Loma La Lata », 2010.
http://www.petrotecnia.com.ar/abril10/Sin/Breve.pdf.
Diego di Risio *et al.*, *Zonas de Sacrificio*, Buenos Aires, América Libre, 2012.
http://www.opsur.org.ar/blog/wp-content/uploads/2012/05/Zonas-de-sacrificio-impactos-de-la-industria-hidrocarbur%C3%ADfera.pdf
Hernán Scandizzo, « YPF, nuevos desiertos y resistencias : de la privatización a los no convencionales » dans Marco Gandarillas [dir.], *Extractivismo : nuevos contextos de dominación y resistencias*, Cochabamba, CEDIB, 2014.
J. Villareal et L. Meza, « Relevamiento Territorial Lof Campo Maripe, Pueblo Mapuce, Provincia de Neuquén : Informe Histórico Antropo lógico », 2015. http://www.8300.com.ar/wp-content/uploads/2015/08/Informe-Histórico-Antropológico-presentado.pdf.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3442.
– Traduction de l'espagnol par le CETIM.
– Source (français) : Grégory Lasalle, Vincent Espagne et Observatorio petrolero Sur, *La Passion du schiste : démocratie, capitalisme, environnement en Argentine*, Genève, CETIM, « PubliCetim » n° 40, 2016, p. 113-121.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, les traducteurs, la source française originale et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Grégory Lasalle, Vincent Espagne et Observatorio petrolero Sur, *La Passion du schiste : démocratie, capitalisme, environnement en Argentine*, Genève, CETIM, « PubliCetim » n° 40, 2016, 184 p.

[2] Ce texte est une version corrigée et modifiée d'un texte original publié dans le livre *Resistencias Mapuche al Extractivismo*, du Collectif Mapuexpress, 2015. Cette publication a été appuyée par la Fondation Rosa Luxembourg avec les fonds de BMZ.

[3] Sur 1400 km environ depuis l'océan Atlantique jusqu'au Pacifique, en passant par la cordillère des Andes, et quelque 850 km depuis le fleuve Salado jusqu'à l'île de Chiloé, soit environ 800 000 km^2.

[4] Un premier traité sur la frontière entre l'Argentine et le Chili est signé en 1881. Il aura fallu plus d'un siècle et de nombreuses interventions internationales et vaticanes, pour que les présidents des deux pays parviennent à un accord sur un tracé de la frontière à peu près définitif. Voir : Sébastien Velut, « Argentine – Chili : une si longue frontière », *Confins*, 2009. http://journals.openedition.org/confins/6095 – note des éditeurs.

[5] Hernán Scandizzo, « YPF, nuevos desiertos y resistencias : de la privatización a los no convencionales » dans Marco Gandarillas [dir.], *Extractivismo : nuevos contextos de dominación y resistencias*, CEDIB, Cochabamba, 2014.

[6] *Idem*.

[7] Diego di Risio *et al*., *Zonas de Sacrificio*, Buenos Aires, América Libre, 2012, p. 158, voir http://www.opsur.org.ar/blog/wp-content/uploads/2012/05/Zonas-de-sacrificio-impactos-de-la-industria-hidrocarbur%C3%ADfera.pdf.

[8] J. Villareal et L. Meza, « Relevamiento Territorial Lof Campo Maripe, Pueblo Mapuce, Provincia de Neuquén : Informe Histórico Antropológico », 2015, voir http://www.8300.com.ar/wp content/uploads/2015/08/Informe-Histórico-Antropológico-presentado.pdf.

[9] *Idem*, p. 51-52.